

Unilever Pension Plan

Organisme de Financement de Pensions (OFP)

Etabli à 1070 Bruxelles, Boulevard Industriel 9

Constitué par acte du notaire A. COLS, Anvers, le 27 décembre 1945,
paru aux Annexes du Moniteur Belge du 19 janvier 1946, sous le numéro 90

Agréé par l'Arrêté Royal du 6 septembre 1993 et inscrit auprès de l'autorité des Services et Marchés Financiers
sous le numéro 50.125.

RAPPORT ANNUEL 2024

Compartiment DB belge

ORGANOGRAMME

Membres du Comité belge

Mr. J. Vercaemst – Président (administrateur depuis le 17 juillet 2017)

Mr. R. De Keyser (depuis le 24 mai 2017)

Mme. Sophie Dewulf (depuis le 13 mars 2023)

Représentants des employeurs

Mme. I. Florquin (depuis le 1 octobre 2013)

Mme. I. Vandenberghe (depuis le 1 janvier 2016)

Mr. S. Van de Velde (depuis le 4 juin 2020)

Représentants des employés

Après la transformation du Fonds de pension en un Fonds de pension paneuropéen, les membres susmentionnés ont été nommés membres de l'organe responsable de la gestion du plan belge à prestations définies. Les mandats ont une durée de cinq ans et courent jusqu'en septembre 2028.

Commissaire agréé

EY Réviseurs d'Entreprises, représenté par Christophe Boschmans

Fonctions clés

Auditeur Interne : BDO, représenté par Wim Verbelen

Actuaire : Willis Towers Watson, représenté par Olivier Carron

Compliance Officer : Lydian, représenté par Alexander Vandenberghe

Risk Officer : Willis Towers Watson, représenté par Gret'hl Van Hoyweghen

Gestion Journalière

Mme. Sylvianne Loones

RAPPORT DES MEMBRES DU COMITE BELGE

1. Principaux événements et réalisations 2024

Modifications des règles

Les modifications réglementaires suivantes, préparées en 2023, sont entrées en vigueur le 1er janvier 2024 :

- L'augmentation de la tranche salariale I de 51.581 euros à 52.524 euros.
- L'adaptation des limites pour le calcul des indemnités pour incapacité de travail.
- L'augmentation de 2% des pensions en cours, ainsi que des pensions différées, et les indemnités pour incapacité de travail en cours de paiement à partir du 1er mars 2024.

2. Evènements après la clôture de l'année comptable - Préparations 2025

Dans le courant de l'année 2024, une série de modifications au règlement a été préparée, qui sont entrés en vigueur le 1er janvier 2025.

Les adaptations les plus importantes concernent :

- L'augmentation de la tranche salariale I de 52.524 euros à 54.399 euros.
- L'adaptation des limites pour le calcul des indemnités pour incapacité de travail.
- L'augmentation de 2% des pensions en cours, ainsi que des pensions différées, et les indemnités pour incapacité de travail en cours de paiement à partir du 1er mars 2025.

Séparation des activités glaces

Unilever a annoncé en mars 2024 qu'elle se séparerait de son activité de glaces d'ici la fin de 2025. L'impact potentiel sur le plan belge à prestations définies est très limité. Le comité fera un suivi dès que tous les détails seront disponibles.

3. Déclaration concernant la situation financière du compartiment belge

À la fin du mois de décembre 2023, les actifs investis s'élevaient à 305,0 millions d'euros, au 31 décembre 2024, les actifs sont passés à 316,3 millions d'euros.

Le rendement de l'année a été de 7,77 %. Toutes les classes d'actifs ont enregistré des rendements élevés. Les placements en actions ont affiché un rendement positif de 24,82 % durant l'année.

Les actions des marchés développés ont enregistré de bonnes performances, tandis que les actions des marchés émergents sont restées à la traîne comparée aux marchés développés.

Les placements à revenu fixe ont enregistré un rendement de 3,25 % sur l'ensemble de l'année, et les placements alternatifs un rendement de 5,05 %.

Pour l'année 2024, toutes les classes d'actifs ont affiché des rendements positifs, à l'exception des obligations d'État mondiales (-0,8 %) et des investissements immobiliers cotés en bourse (-3,1 %).

Le calcul du ratio de financement est basé sur le plan de financement approuvé en février 2023. Les provisions techniques sont égales au PLT (Provisions Long Terme), sur la base d'un taux d'actualisation égal au maximum entre le taux d'actualisation IAS et le taux d'actualisation prudent basé sur le test de continuité au 31/12/2022, plafonné au rendement médian attendu à long terme moins une marge de 0,25%.

Au 31 décembre 2024, le taux d'actualisation est de 4,2 %. En raison des valorisations plus élevées des actifs à la fin de l'année 2024, le ratio de financement du Compartiment atteint le niveau de 207%. Il s'agit d'une amélioration du taux de couverture par rapport aux dernières années.

4. Principaux risques et incertitudes du compartiment belge

Les risques sont décrits dans le document de politique de gestion des risques et dans le registre des risques du Fonds de pension. Le registre des risques relatif au compartiment belge est révisé chaque année et ajusté si nécessaire. Une évaluation des risques propres (Own Risk Assessment) a été réalisée en 2024. Cette évaluation a été réalisée dans la continuité de l'exercice précédent de 2021. Compte tenu de la nouvelle réglementation européenne sur la résilience aux cyberattaques (DORA - Digital Operational Resilience Act), le fonds de pension a évalué ce risque à un niveau plus élevé que par le passé. Le Conseil d'Administration et la direction journalière ont pris les mesures nécessaires pour se conformer à cette nouvelle réglementation. Le but est de rendre le fonds de pension plus résilient et capable de prendre des mesures correctes en cas d'attaque.

En raison des tensions géopolitiques (Moyen-Orient, Ukraine et Russie et entre les États-Unis et la Chine) et de la volatilité due aux droits de douane annoncés par les États-Unis, les marchés financiers ont été étroitement surveillés. Le Comité continue de suivre de près la situation financière du compartiment belge. Compte tenu du ratio de financement élevé, il n'y a pas de problème pour faire face aux engagements à court terme, même en cas de rendements financiers décevants.

5. Politique ESG

Le Conseil d'administration et le Comité belge estiment qu'un mode d'investissement responsable, qui prend en compte des facteurs financiers explicites ainsi que des facteurs sociaux, environnementaux et de gouvernance (ESG), leur permet de mieux évaluer la valeur et la performance d'un investissement à moyen et long terme.

La politique ESG est incluse dans le cadre de la politique d'investissement stratégique et est disponible sur le site Web <https://theunileverpensionplan.com/>.

Bruxelles, le 25 avril 2025



Johan VERCAEMST
Président



Rob DE KEYSER
Membre du Comité

CHIFFRES-CLES

| | (En milliers d'euros) | <u>2024</u> | <u>2023</u> |
|---|-----------------------|--------------------|--------------------|
| Nombre de participants et ayants droits | | | |
| Participants actifs | | 77 | 90 |
| Ayants droits ayant des droits de pension différés (1) | | 1082 | 1103 |
| Ayants droits à une pension de retraite, pension de survie/orphelin | | 239 | 249 |
| | | 1.398 | 1.442 |
| Situation du patrimoine | | | |
| Provisions techniques | | 146.493 | 152.906 |
| Provisions techniques pour prestations à régler | | 0 | 0 |
| Marge de solvabilité pour risques de décès et d'invalidité | | 5.682 | 5.757 |
| Sous-total | | 152.175 | 158.663 |
| Provisions techniques pour prestations à constituer | | 163.566 | 146.088 |
| Patrimoine | | 315.741 | 304.751 |
| Degré de couverture (2) | | 207% | 192% |
| Contributions | | | |
| Contributions patronales | | 0 | 0 |
| Contributions salariales | | 235 | 248 |
| Patrimoine (3) | | - | - |
| Changement créances sur ré-assureurs | | 0 | 0 |
| | | 235 | 248 |
| Prestations | | 11.645 | 9.864 |
| Composition du portefeuille | | | |
| Alternatives | | 20.367 | 19.573 |
| Obligations | | 246.788 | 205.945 |
| Actions | | 47.769 | 75.704 |
| Placements à terme | | - | - |
| Actif flottant | | 1.384 | 3.814 |
| Total | | 316.308 | 305.036 |
| Résultat de gestion | | 7,77 | 9,89 |

RAPPORT D'ACTIVITES

1. Participants- et ayants droits

1.1. Evolution du nombre de participants et ayants droits en 2024

a) Participants actifs

| | |
|--------------------------------------|-----------|
| Nombre de participants au 01.01.2024 | 90 |
| Résiliations | -10 |
| Décès (1) | 0 |
| Retraites (2) | -3 |
| Nombre de participants au 31.12.2024 | 77 |

b) Ayants droits ayant des droits de pension différés

| | |
|---------------------------------------|--------------|
| Nombre d'ayants droits au 01.01.2024 | 1.103 |
| Transferts des actifs | 10 |
| Résiliations | -1 |
| Décès (1) | -1 |
| Retraites (2) | -29 |
| Nombres d'ayants droits au 31.12.2024 | 1.082 |

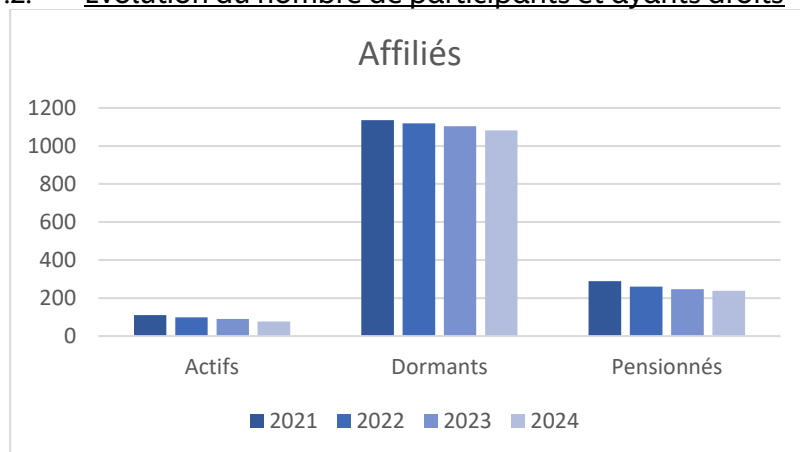
c) Ayants droits à une pension de retraite, pension de survie et pension d'orphelin

| | |
|---|------------|
| Pensions en cours de paiement au 01.01.2024 | 249 |
| Nouvelles pensions | 9 |
| Pensions terminées (2) | -19 |
| Pensions en cours de paiement au 31.12.2024 | 239 |

(1) plusieurs pensions peuvent être attribuées à la suite d'un décès

(2) y compris les conversions en capital

1.2. Evolution du nombre de participants et ayants droits



2. Contributions (en milliers d'euro)

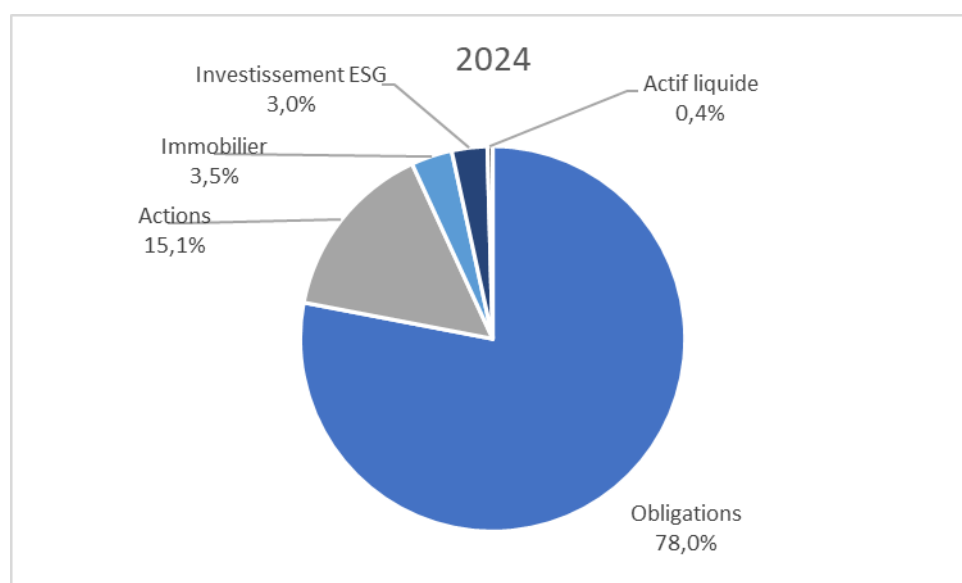
| | 2024 | 2023 |
|----------------------------|------|------|
| Contributions personnelles | 235 | 248 |

3. Obligations (en milliers d'euro)

| | 2024 | 2023 |
|--|---------------|--------------|
| Pensions payées | 2.410 | 2.525 |
| Paievements en capital | 8.362 | 4.499 |
| Transferts à d'autres caisses de pension | 0 | 1.962 |
| Transferts à d'autres caisses de pension : Plan DC | 830 | 848 |
| Indemnités pour incapacité de travail | 43 | 31 |
| Autres frais techniques | 0 | 0 |
| Total | 11.645 | 9.865 |

4. Gestion financière des actifs

Composition du portefeuille du Fonds de pension au 31 décembre



SUSTAINABLE FINANCE DISCLOSURE REGULATION (SFDR)

Informations sur la prise en compte de certains aspects de durabilité

Contexte

À partir du 10 mars 2021, les Fonds de pension doivent se conformer au nouveau règlement européen 2019/2088 sur les informations relatives à la durabilité dans le secteur des services financiers, connu sous le nom de **Sustainable Finance Disclosure Regulation** (SFDR).

Le SFDR découle du plan d'action de la Commission Européenne pour le financement d'une économie durable.

Ce règlement implique que les Fonds de pension doivent publier des informations supplémentaires concernant la durabilité dans le processus d'investissement.

Le Compartiment DB belge de l'Unilever Pension Plan OFP est un Fonds de pension qui gère des droits de pension de type à prestations définies. Le plan étant fermé aux nouveaux entrants, il n'est pas pertinent de fournir des informations précontractuelles aux nouveaux membres. De plus, les participants actuels ne peuvent pas faire de choix en ce qui concerne les investissements du Fonds de pension.

1. Intégration des risques de durabilité dans la gestion (article 3 du SFDR)

Le Conseil d'Administration estime qu'une approche responsable d'investissement, qui tient compte à la fois des facteurs financiers explicites et des facteurs sociaux, environnementaux et de gouvernance (ESG), lui permet de mieux évaluer la valeur et la performance d'un investissement à moyen et long terme.

La manière dont les facteurs ESG sont pris en compte dans la politique d'investissement se trouve dans la déclaration de principes d'investissement (SIP) - Annexe 1/2.¹

2. Informations sur les effets négatifs des décisions d'investissement ou des conseils en investissement fournis (article 4 du SFDR)

Le Fonds de pension ne fournit aucun conseil en matière de placement et ne prend pas en compte les principaux effets négatifs des décisions de placement sur les facteurs de durabilité au sens de l'article 4 du SFDR et du droit dérivé à venir.

La raison est que les exigences en matière de reporting s'avèrent être disproportionnées par rapport à la taille du Fonds de pension et entraîneraient des coûts élevés.

¹ Les informations sur la manière dont le Fonds de pension traite les aspects ESG dans la politique d'investissement peuvent être consultées via <https://theunileverpensionplan.com/>

3. Intégration des risques de durabilité dans la politique de rémunération (article 5 du SFDR)

La politique de rémunération² du Fonds de pension doit être compatible avec une gestion saine et efficace des risques et la promouvoir. La politique de rémunération est conforme au profil de risque, à la stratégie commerciale, aux objectifs, aux valeurs et aux intérêts à long terme, à la stabilité financière et aux performances du Fonds de pension et favorise une gouvernance saine, prudente et efficace du Fonds de pension.

La politique de rémunération du Fonds de pension ne tient pas compte de l'intégration des risques liés à la durabilité.

4. Transparence de l'intégration du risque de durabilité au niveau du produit (Art. 8-10 SFDR)

Bien que certains des produits dans lesquels le Fonds de pension investit soient déjà analysés pour un certain nombre de facteurs ESG et que le Conseil d'Administration attache de l'importance à l'investissement socialement responsable et durable, le Fonds de pension ne promeut pas activement les caractéristiques ESG.

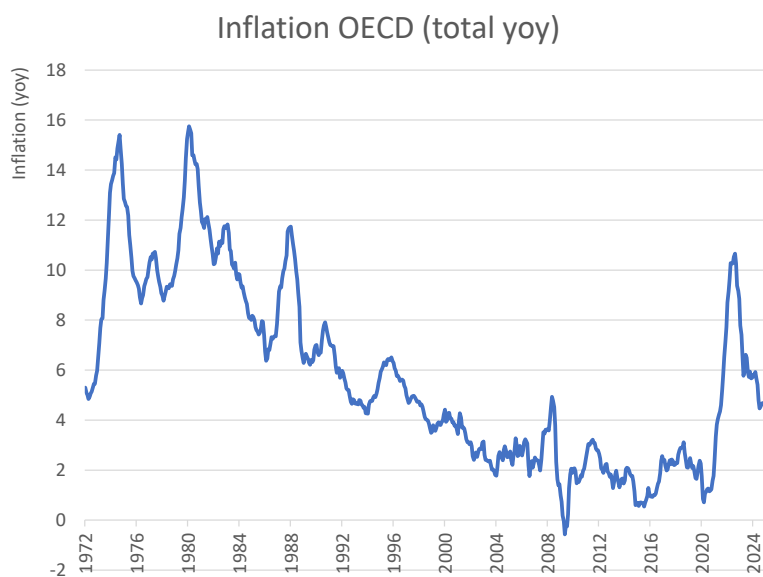
Compte tenu de la taille du Fonds de pension et du manque actuel de clarté concernant ces exigences de transparence, ainsi que des coûts potentiels associés à ces rapports, il a été décidé de reconsidérer cette position à l'avenir à la lumière de la législation secondaire ultérieure.

² La politique de rémunération peut être consulté via <https://theunileverpensionplan.com/>

Rétrospective 2024

L'année 2024 a une nouvelle fois été marquée par des tensions géopolitiques. Il s'agissait souvent de tensions qui durent depuis longtemps, comme au Moyen-Orient, en Ukraine et en Russie, et entre les États-Unis et la Chine. De plus, des élections ont eu lieu dans de nombreux pays, le changement politique le plus important et le plus percutant ayant eu lieu aux États-Unis, où Trump a été élu président. Lorsqu'il est devenu clair que Trump avait remporté l'élection avec une large majorité, il y a eu une reprise significative, particulièrement pour les actions américaines. En conséquence, la différence entre les États-Unis et les autres régions est devenue de plus en plus grande.

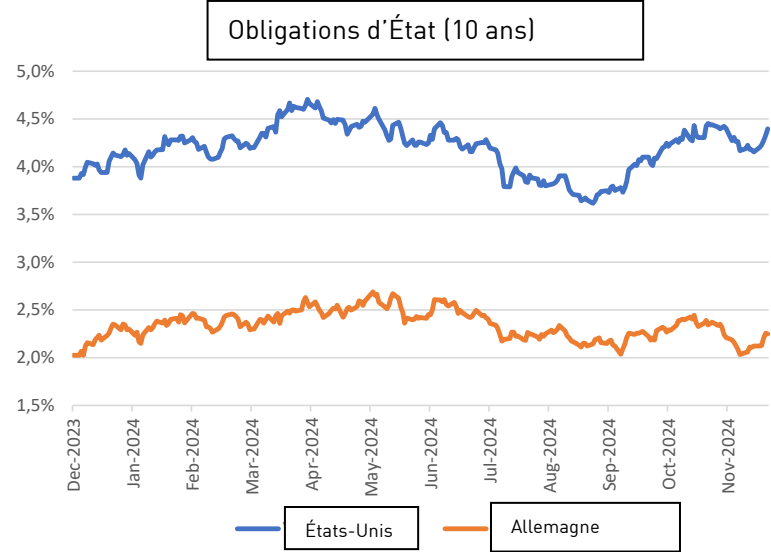
Les chiffres de l'inflation ont suivi une tendance à la baisse depuis le pic de 2022, qui s'est poursuivi en 2024. Cependant, il s'est stabilisé à la fin de 2024 et les taux d'inflation sont restés à des niveaux relativement élevés. Les taux d'inflation en Belgique sont passés de plus de 12 % à près de 0 % fin 2023 après le pic de fin 2022, mais sont remontés dans une fourchette comprise entre 3 % et 4 % en 2024.



L'inflation mondiale devrait se stabiliser à un niveau raisonnablement élevé en 2024 (source : Bloomberg)

Cette évolution de l'inflation a également eu un effet sur les marchés des taux d'intérêt. La baisse des niveaux d'inflation a d'abord été une raison suffisante pour que les banques centrales baissent les taux d'intérêt à court terme. Cependant, ces réductions ont été inférieures à ce que les marchés financiers avaient prévu ou espéré. Cela s'explique principalement par une croissance économique encore relativement bonne, en particulier aux États-Unis, qui s'est avérée remarquablement résiliente, et par un marché du travail tendu, ainsi que par le fait que les taux d'inflation sont restés supérieurs à l'objectif des banques centrales. En conséquence, les taux d'intérêt à long terme sur les marchés des capitaux ont augmenté dans de nombreux pays occidentaux. La hausse des taux d'intérêt à long terme aux États-Unis a également été renforcée au quatrième trimestre par les mesures de relance budgétaire attendues par le nouveau président américain, qui entraîneront une augmentation des déficits et de la dette publique. La hausse des taux d'intérêt à long terme et la

baisse des taux d'intérêt à court terme ont conduit à une courbe de rendement légèrement plus 'normale' en 2024.



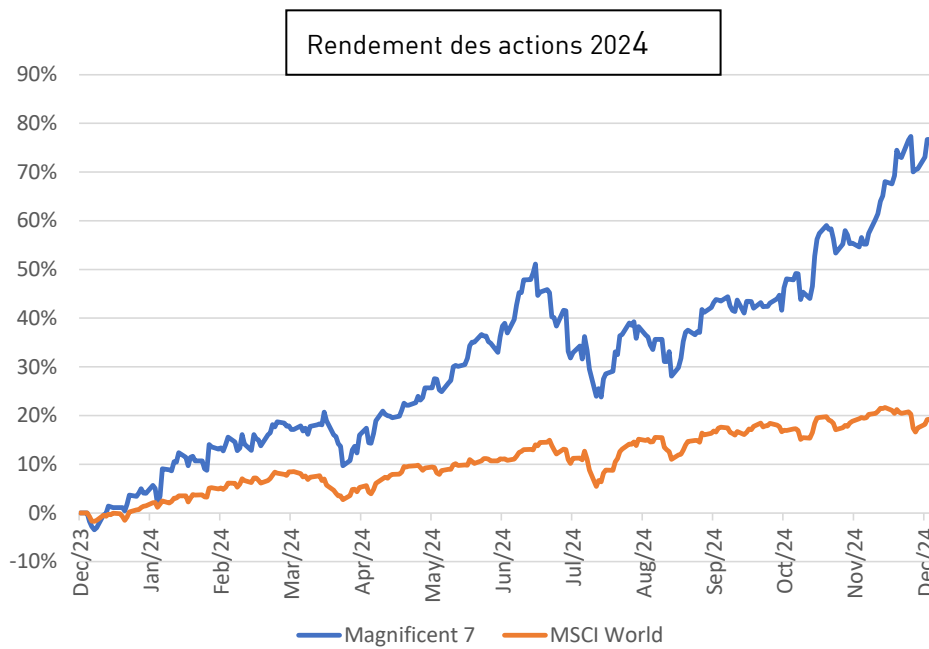
Rendements des principales obligations d'État en 2024 (source : Bloomberg)

Ces légères hausses des taux d'intérêt à long terme ont entraîné des rendements relativement limités sur les placements obligataires plus sûrs tels que les obligations d'État et les obligations de sociétés, comme le montre le tableau ci-dessous.

| Classe d'actifs | 2024 |
|---|-------|
| Actions mondiales (euro) | 26,4% |
| Actions des marchés émergents (euro) | 15,4% |
| Obligations d'État mondiales (hedged) | 1,0% |
| Obligations d'entreprises mondiales (hedged) | 2,0% |
| Obligations d'entreprises mondiales à haut rendement (hedged) | 7,5% |
| Obligations des marchés émergents (euro) | 8,8% |
| Matières premières (USD) | 9,2% |

Rendements des différentes classes d'actifs en 2024 (source : Bloomberg)

La plupart des autres classes d'actifs ont affiché de très bons rendements. Les actions des marchés développés, en particulier, ont enregistré des rendements très élevés de plus de 25 %, après avoir déjà connu une très bonne année en 2023. En 2024, les marchés boursiers ont de nouveau été principalement portés par quelques valeurs, également appelées les 'magnificent seven' (Microsoft, Amazon, Apple, Alphabet, Tesla, Nvidia et Meta), dont certaines ont affiché des rendements très élevés. C'est notamment le cas des actions comme Nvidia (+171 % en 2024) qui ont bénéficié des attentes élevées pour l'avenir en matière d'intelligence artificielle. Les 'magnificent seven' ont affiché un rendement de plus de 70 % en 2024, alors qu'il y avait déjà un résultat de plus de 100 % en 2023. Les effets des rassemblements de Trump ont été particulièrement visibles dans la dernière partie de 2024.



Certaines actions technologiques américaines à méga capitalisation se portent à nouveau très bien en 2024 (source : Bloomberg)

COMPTES ANNUELS 2024

| Actif | code | 2024 | 2023 |
|--|----------------|--------------------|--------------------|
| I. Frais d'établissement | 21 | 0 | 0 |
| II. Immobilisations | 22 | 0 | 0 |
| A. Immobilisations incorporelles | 221 | 0 | 0 |
| B. Immobilisations corporelles | 222 | 0 | 0 |
| C. Immobilisations financières | 223 | 0 | 0 |
| III. Placements | 23 | 314.832.468 | 301.222.513 |
| A. Immeubles de placement | 231 | 0 | 0 |
| B. Titres négociables et autres instruments financiers | 232 | 314.832.468 | 301.222.513 |
| 1. Actions et autres valeurs assimilables à des actions | 2321 | 0 | 0 |
| 2. Obligations et autres titres de créance négociables | 2322 | 0 | 0 |
| 3. Parts dans des fonds commun de placement et des sociétés d'investissement | 2323 | 314.832.468 | 301.222.513 |
| 4. Instruments financiers dérivés | 2324 | 0 | 0 |
| a. Contrats d'option (+) (-) | 23241 | 0 | 0 |
| b. Contrats à terme (+) (-) | 23242 | 0 | 0 |
| c. Contrats de swap (+) (-) | 23243 | 0 | 0 |
| d. Autres (+) (-) | 23244 | 0 | 0 |
| 5. Placements à terme | 2325 | 0 | 0 |
| 6. Autres placements | 2326 | 0 | 0 |
| IV. Parts des entreprises d'assurance et de réassurance dans les provisions techniques | 24 | 0 | 0 |
| A. Retraite et décès | 241 | 0 | 0 |
| B. Invalidité et incapacité de travail | 242 | 0 | 0 |
| C. Autres | 243 | 0 | 0 |
| V. Créances | 41 | 21.500 | 23.775 |
| A. Contributions à recevoir | 411 | 0 | 0 |
| 1. En exécution du plan de financement | 4111 | 0 | 0 |
| 2. En exécution d'une décision d'intervention des entreprises d'affiliation dans la perte à reporter | 4112 | 0 | 0 |
| 3. En exécution d'un plan de redressement ou d'assainissement | 4113 | 0 | 0 |
| B. Sur entreprises d'affiliation | 412 | 0 | 0 |
| 1. Créances garanties | 4121 | 0 | 0 |
| 2. Créances spéciales | 4122 | 0 | 0 |
| 3. Autres créances | 4123 | 0 | 0 |
| C. Crédits | 413 | 0 | 0 |
| D. Sur entreprises d'assurances et de réassurance | 414 | 0 | 0 |
| E. Collateral | 415 | 0 | 0 |
| F. Autres créances | 416 | 21.500 | 23.775 |
| VI. Valeurs disponibles | 51 | 1.476.857 | 3.814.213 |
| VII. Comptes de régularisation | 431/432 | 0 | 0 |
| A. Produits acquis | 431 | 0 | 0 |
| B. Charges à reporter | 432 | 0 | 0 |
| Total actif | 21/51 | 316.330.825 | 305.060.501 |

| Passif | code | <u>2024</u> | <u>2023</u> |
|--|----------------|--------------------|--------------------|
| I. Fonds propres | 11 | 169.247.916 | 151.845.558 |
| A. Fonds social | 111 | 163.565.912 | 146.088.558 |
| B. Marge de solvabilité | 112 | 5.682.004 | 5.757.000 |
| C. Perte reportée (-) | 113 | 0 | 0 |
| II. Provisions techniques | 12 | 146.493.143 | 152.905.645 |
| A. Retraite et décès | 121 | 146.215.803 | 152.167.865 |
| B. Invalidité et incapacité de travail | 122 | 277.340 | 737.780 |
| C. Participations bénéficiaires | 123 | 0 | 0 |
| D. Autres | 124 | 0 | 0 |
| III. Provisions pour risques et charges | 13 | 0 | 0 |
| IV. Dettes | 42 | 589.766 | 309.298 |
| A. Dettes techniques | 421 | 87.680 | 87.680 |
| B. Dettes fiscales et parafiscales | 422 | 63.730 | 43.116 |
| C. Collateral | 423 | 0 | 0 |
| D. Dettes financières | 424 | 0 | 0 |
| E. Autres | 425 | 438.356 | 178.502 |
| V. Comptes de régularisation | 433/434 | 0 | 0 |
| A. Produits à reporter | 433 | 0 | 0 |
| B. Charges à imputer | 434 | 0 | 0 |
| Total passif | 11/43 | 316.330.825 | 305.060.501 |

Comptes de résultats au 31/12/2024

| Contenu | Code | 2024 | 2023 |
|--|--------------|-------------------|-------------------|
| I. Résultat technique (+) (-) | 71/61 | -4.996.939 | -4.184.130 |
| A. Contributions (+) | 710 | 235.212 | 247.626 |
| 1. En exécution du plan de financement | 7101 | 235.212 | 247.626 |
| 2. En exécution d'un plan de redressement ou d'assainissement | 7102 | 0 | 0 |
| B. Contributions spéciales (+) | 711 | 0 | 0 |
| C. Prestations (-) | 610 | 8.874.271 | 5.718.186 |
| D. Prestations spéciales (-) | 611 | 0 | 0 |
| E. Variation de la part des entreprises d'assurances et de réassurance dans les provisions techniques | 712/612 | 0 | 0 |
| a. Variation dans les provisions techniques relatives à la retraite et au décès (augmentation +, diminution -) | 7121/6121 | 0 | 0 |
| 1. Fin d'exercice (+) | 7121 | 0 | 0 |
| 2. Début d'exercice (-) | 6121 | 0 | 0 |
| b. Variation dans les provisions techniques afférents à l'invalidité et à l'incapacité de travail (augmentation+, diminution-) | 7122/6122 | 0 | 0 |
| 1. Fin d'exercice (+) | 7122 | 0 | 0 |
| 2. Début d'exercice(-) | 6122 | 0 | 0 |
| c. Variation dans les autres provisions techniques (augmentation+, diminution-) | 7123/6123 | 0 | 0 |
| 1. Fin d'exercice(+) | 7123 | 0 | 0 |
| 2. Début d'exercice (-) | 6123 | 0 | 0 |
| F. Variation des créances garanties nette (augmentation +, diminution -) | 713/613 | 0 | 0 |
| a. Variation des créances garanties brute (augmentation +, diminution -) | 7131/6131 | 0 | 0 |
| 1. Fin d'exercice (+) | 7131 | 0 | 0 |
| 2. Début d'exercice(-) | 6131 | 0 | 0 |
| b. Transfert au poste <<V. Créances - B. Sur entreprises d'affiliations - Autres >> (+) | 7132 | 0 | 0 |
| c. Transfert au poste <<V. Créances - B. Sur entreprises d'affiliations - Autres >> (-) | 6132 | 0 | 0 |
| G. Variations des créances spéciales (diminution -) | 714/(614) | 0 | 0 |
| 1. Fin d'exercice (+) | 714 | 0 | 0 |
| 2. Début d'exercice(-) | 614 | 0 | 0 |
| H. Variation des créances sur entreprises d'assurances et de réassurance (augmentation +, diminution -) | 715/615 | 0 | 0 |
| 1. Fin d'exercice (+) | 715 | 0 | 0 |
| 2. Début d'exercice(-) | 615 | 0 | 0 |
| I. Transfert des réserves de pension (+) (-) | 716/616 | -829.556 | -2.810.339 |
| 1. En provenance d'autres organismes de pension (+) | 716 | 0 | 0 |
| 2. Vers d'autres organismes de pension (-) | 616 | 829.556 | 2.810.339 |
| J. Variation des provisions techniques | 617/717 | 6.412.502 | 5.432.806 |
| a. Variation des provisions techniques relatives à la retraite et au décès (augmentation - , diminution +) | 6171/7171 | 5.952.062 | 6.058.645 |
| 1. Fin d'exercice (+) | 6171 | 146.215.803 | 152.167.865 |
| 2. Début d'exercice (-) | 7171 | 152.167.865 | 158.226.510 |

| Contenu | Code | 2024 | 2023 |
|---|--------------|--------------------|--------------------|
| b. Variation des provisions techniques afférents à l'invalidité et à l'incapacité de travail (augmentation -, diminution +) | 6172/7172 | 460.440 | -625.839 |
| 1. Fin d'exercice (+) | 6172 | 277.340 | 737.780 |
| 2. Début d'exercice(-) | 7172 | 737.780 | 111.941 |
| c. Variation des provisions techniques afférents aux participations bénéficiaires (augmentation -, diminution +) | 6173/7173 | 0 | 0 |
| 1. Fin d'exercice (+) | 6173 | 0 | 0 |
| 2. Début d'exercice(-) | 7173 | 0 | 0 |
| d. Variation des autres provisions techniques (augmentation -, diminution +) | 6174/7174 | 0 | 0 |
| 1. Fin d'exercice (+) | 6174 | 0 | 0 |
| 2. Début d'exercice(-) | 7174 | 0 | 0 |
| K. Prestations d'assurances et de réassurances (+) | 718 | 0 | 0 |
| L. Primes d'assurances et de réassurance cédées (-) | 618 | 0 | 0 |
| M. Autres produits techniques (+) | 719 | 0 | 0 |
| N. Autres charges techniques (-) | 619 | 1.940.826 | 1.336.036 |
| II. Résultat financier (+) (-) | 72/62 | 23.102.144 | 27.527.399 |
| A. Produits des immobilisations financières (+) | 721 | 0 | 0 |
| B. Produits des placements(+) | 722 | 6.650.359 | 152.317 |
| C. Charges des placements (-) | 622 | 1.637 | 930 |
| D. Charges des dettes (-) | 623 | 0 | 0 |
| E. Différence de change et écarts de conversion des monnaies étrangères (+) (-) | 724/624 | 11.384 | 0 |
| F. Plus-values ou moins-values (+) (-) | 725/625 | 16.574.386 | 27.510.861 |
| 1. Plus-values (+) | 725 | 58.729.070 | 28.102.167 |
| 2. Moins-values (-) | 625 | 42.154.684 | 591.306 |
| G. Autres produits financiers (+) | 726 | 14.637 | 0 |
| H. Autres charges financières (-) | 626 | 146.986 | 134.850 |
| III. Résultat d'exploitation (+) (-) | 73/63 | -702.847 | -737.537 |
| A. Biens et services (-) | 631 | 276.454 | 323.711 |
| B. Amortissements(-) (+) | 632/732 | 0 | 0 |
| 1. Dotation (-) | 632 | 0 | 0 |
| 2. Reprise (+) | 732 | 0 | 0 |
| C. Autres (-) (+) | 633/733 | -426.393 | -413.826 |
| IV. Réductions de valeur (-) (+) | 64/74 | 0 | 0 |
| A. Dotation (-) | 64 | 0 | 0 |
| B. Reprise (+) | 74 | 0 | 0 |
| V. Provisions pour risques et charges (-) (+) | 65/75 | 0 | 0 |
| A. Dotation (-) | 65 | 0 | 0 |
| B. Reprise (+) | 75 | 0 | 0 |
| VI. Résultat exceptionnel (+) (-) | 76/66 | 0 | 0 |
| A. Produits exceptionnels (+) | 76 | 0 | 0 |
| B. Charges exceptionnelles (-) | 66 | 0 | 0 |
| VII. Impôts sur le résultat (-) (+) | 67/77 | 0 | 0 |
| A. Impôts (-) | 67 | 0 | 0 |
| B. Régularisations (+) | 77 | 0 | 0 |
| VIII. Résultat de l'exercice à affecter (+) (-) | 78/68 | -17.402.358 | -22.605.731 |
| A. Bénéfice (-) | 68 | 17.402.358 | 22.605.731 |
| B. Perte (+) | 78 | 0 | 0 |

EXPLICATIONS COMPTES ANNUELS 2024 – Plan à prestations définies Belgique

1. Commentaire sur le bilan au 31 décembre 2024 : Actif

Placements

Au 31 décembre 2024, le portefeuille du Plan à prestations définies Belgique est investi dans un certain nombre de fonds Uninvest ainsi que dans Petercam Real Estate, Amundi ESG investment, Aegon et DMFCO Dutch mortgage funds, Barings Senior Loans et Aegon Asset Backed Securities. Un montant limité est détenu en liquidités. Les placements à long terme sont comptabilisés sous la rubrique "Placements" à l'actif du bilan.

Valeur du portefeuille au 31 décembre 2024 :

La Net Asset Value est mis à disposition, par le dépositaire Northern Trust Luxembourg Management Company, 2 jours ouvrables après l'évaluation (normalement le 15e et dernier jour ouvrable du mois).

La valeur des investissements chez Degroof Petercam, Amundi, AEGON, DMFCO et Barings sont mis à la disposition par eux-mêmes.

Pour ce rapport annuel, l'évaluation des investissements est basée sur la Net Asset Value de fin décembre 2024. La valeur de marché est détaillée pour chaque catégorie de placement dans le tableau ci-dessous.

| (en milliers d'euros) | Valeur de marché |
|----------------------------------|------------------|
| Actions | 47.770 |
| Obligations | 246.695 |
| Alternatives | 20.367 |
| Fonds de placements total | 314.832 |

Créances

Le compartiment a comptabilisé des créances pour un montant de 21.500 euros. Il s'agit de rétrocession à recevoir.

Valeurs disponibles

Ce poste comprend les comptes à vue et les comptes d'attentes interne.

2. Commentaire sur le bilan au 31 décembre 2024 : Passif

Fonds propres

A. Fonds social

Ici est comptabilisé le montant du patrimoine qui est libre de tout engagement et qui n'est pas affecté à la marge de solvabilité.

B. Marge de solvabilité

Ce montant correspond à la marge de solvabilité légalement requise.

Provisions techniques

Ceux-ci ont été déterminés sur la base de calculs actuariels effectués par l'actuaire désigné du Plan à prestations définies Belgique.

A. Retraite et décès

Ci-dessous est repris le montant des provisions techniques qui concerne uniquement la retraite et le décès et qui concerne les activités visées dans l'article 55, premier alinéa, 1° et 2° et 135, premier alinéa, 2° de la loi.

Ce montant est calculé conformément aux dispositions du plan de financement et où les règles suivantes sont d'application :

- les tables de mortalité sont MR pour les hommes et FR pour les femmes, avec une diminution d'âge de 3 ans ;
- les valeurs actuelles des droits acquis sont déterminées sur la base d'un taux d'intérêt technique de 4,2%.

B. Invalidité et incapacité de travail

Ici est repris le montant des provisions techniques qui concerne uniquement l'invalidité et incapacité de travail, et qui concerne les activités visées dans l'article 55, premier alinéa, 1° et 2° de la Loi.

Dettes

Afin d'obtenir plus de transparence, ce poste a été subdivisé en plusieurs sous-postes.

A. Dettes techniques

Le montant de 87.680 Euros représente une provision pour le Fonds de Pension Outre-Mer.

B. Dettes fiscales et parafiscales

Sous cette rubrique sont comptabilisées les dettes à l'INAMI et les taxes sur retraite, ainsi que les taxes sur les cotisations :

| | |
|---|---------------------|
| INAMI et contributions de solidarité sur pensions | 11.094 euros |
| Taxes sur les pensions | 52.636 euros |
| Total | 63.730 euros |

E. Autres dettes

Ces dettes comprennent principalement :

| | |
|----------------------------------|----------------------|
| Fournisseurs | 209.697 euros |
| Compte courant Unilever Belgique | 228.659 euros |
| Total | 438.356 euros |

3. Commentaire sur le Compte de Résultats 31 décembre 2024

I. Résultat technique

A. Contributions

Ceci concerne les contributions en exécution du plan financier.

C. Prestations

Ce poste concerne les paiements destinés aux bénéficiaires.

| | |
|---|------------------------|
| Retraites payées | 2.410.138 euros |
| Prestations en capital | 8.361.780 euros |
| Indemnisations pour incapacité de travail | 43.178 euros |
| Transfert impôts et taxes | (1.940.825) euros |
| Total | 8.874.271 euros |

I. Transfert des réserves de pensions

Il s'agit ici du transfert des réserves de pensions vers le plan à contributions définies pour 829.556 euros.

J. Changement des provisions techniques

Il s'agit de la différence entre les montants à la fin de l'exercice (+) et au début de l'exercice (-) relatifs aux provisions techniques mentionnées sous la rubrique II du passif du bilan.

Cette rubrique est subdivisée en autant de sous-rubriques qu'il existe de sous-rubriques dans la rubrique II du passif du bilan.

II. Résultat financier

B. Produits de placements

Ce poste comprend les rétrocessions sur les investissements et dividendes reçus.

C. Charges des placements

Il s'agit de frais bancaires.

E. Différence de change

Ce poste comprend la différence de conversion des devises.

F. Plus- ou Moins-values

Il s'agit de la somme des plus- et moins-values qui sont actées à la réalisation des éléments d'actifs mentionnés sous les rubriques I à IV du bilan.

H. Autres charges financières

Ces charges représentent les coûts liés à la gestion de nos investissements.

III. Résultat d'exploitation

C. Autres

Ce poste comprend :

| | |
|-----------------------------------|----------------------|
| Frais d'administration | 717.847 euros |
| Frais d'administration refacturés | (15.000) euros |
| Total | 702.847 euros |

VII. Impôts sur le résultat

Sont portés à cette rubrique les estimations d'impôts à payer ainsi que les régularisations d'année précédentes.

VIII. Résultat de l'exercice à affecter

Le bénéfice de l'exercice financier s'élève à 17.402.358 euros.

4. Commentaire sur le traitement des résultats au 31 décembre 2024

I. Bénéfice attribué / Perte attribuée

Il s'agit du résultat attribué du compte annuel ; voir rubrique VIII du compte résultat.

III. Marge de solvabilité

Le résultat qui est obtenu en décomptant la marge de solvabilité au début de l'exercice, de la marge de solvabilité à la fin de l'exercice, selon que le résultat est négatif ou positif.

V. Fonds social

Le résultat obtenu en décomptant le fonds social au début de l'exercice comptable du fonds social à la fin de l'exercice comptable, selon que le résultat est négatif ou positif.

EVOLUTION DES DONNEES IMPORTANTES PENDANT LES 10 DERNIERES ANNEES

| (En milliers d'euros) | <u>2024</u> | <u>2023</u> | <u>2022</u> | <u>2021</u> | <u>2020</u> | <u>2019</u> | <u>2018</u> | <u>2017</u> | <u>2016</u> | <u>2015</u> |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Nombre de participants et ayants droits | | | | | | | | | | |
| Participants actifs | 77 | 90 | 98 | 111 | 124 | 132 | 158 | 193 | 210 | 226 |
| Ayants droits ayant des droits de pension différés (1) | 1082 | 1103 | 1119 | 1135 | 1152 | 882 | 864 | 859 | 856 | 860 |
| Ayants droits à une pension de retraite, pension de survie/orphelin | 239 | 249 | 260 | 289 | 308 | 274 | 287 | 313 | 338 | 352 |
| | 1.398 | 1.442 | 1.477 | 1.535 | 1.584 | 1.288 | 1.309 | 1.365 | 1.404 | 1.438 |
| Situation du patrimoine | | | | | | | | | | |
| Provisions techniques | 146.493 | 152.906 | 158.338 | 170.279 | 186.881 | 178.268 | 185.971 | 194.361 | 201.379 | 172.914 |
| Provisions techniques pour prestations à régler | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - | - | - |
| Marge de solvabilité pour risques de décès et d'invalidité | 5.682 | 5.757 | 5.505 | 4.457 | 4.735 | 4.811 | 5.455 | 5.589 | 6.308 | 6.470 |
| Sous-total | 152.175 | 158.663 | 163.843 | 174.736 | 191.616 | 183.079 | 191.426 | 199.950 | 207.687 | 179.384 |
| Provisions techniques pour prestations à constituer | 163.566 | 146.088 | 123.735 | 177.721 | 147.263 | 147.056 | 106.936 | 125.137 | 111.584 | 127.776 |
| Patrimoine | 315.741 | 304.751 | 287.578 | 352.457 | 338.879 | 330.135 | 298.362 | 325.087 | 319.271 | 307.160 |
| Degré de couverture (2) | 207% | 192% | 176% | 202% | 177% | 180% | 156% | 163% | 154% | 171% |
| Contributions | | | | | | | | | | |
| Contributions patronales | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 | 24 | 48 | 251 | 121 | 268 |
| Contributions salariales | 235 | 248 | 257 | 265 | 314 | 358 | 364 | 493 | 464 | 472 |
| Patrimoine (3) | - | - | - | - | 9.472 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Changement creances sur ré-assureurs | 0 | 0 | 0 | 6 | 6 | 6 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| | 235 | 248 | 257 | 271 | 9.812 | 388 | 417 | 749 | 590 | 745 |
| Prestations | 11.645 | 9.864 | 13.100 | 11.435 | 9.208 | 8.283 | 16.322 | 12.822 | 6.573 | 6.717 |
| Composition du portefeuille | | | | | | | | | | |
| Alternatives | 20.367 | 19.573 | 15.864 | 20.408 | 16.391 | 18.179 | 15.148 | 30.141 | 33.218 | 29.620 |
| Obligations | 246.788 | 205.945 | 202.693 | 240.586 | 232.363 | 225.054 | 209.946 | 202.164 | 157.839 | 155.317 |
| Actions | 47.769 | 75.704 | 66.475 | 89.802 | 85.011 | 85.092 | 68.870 | 91.316 | 127.374 | 117.432 |
| Placements à terme | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Actif flottant | 1.384 | 3.814 | 2.760 | 2.084 | 5.349 | 2.229 | 4.666 | 1.728 | 840 | 4.791 |
| Total | 316.308 | 305.036 | 287.792 | 352.880 | 339.114 | 330.554 | 298.630 | 325.349 | 319.271 | 307.160 |
| Résultat de gestion | 7,77 | 9,89 | -14,9 | 7,7 | 2,9 | 13,8 | -3,3 | 5,9 | 6,0 | 7,8 |

(1) Inclus tranfert d'affiliés fonds de pension Caisse Sociale

(2) Lors de l'élaboration du nouveau plan de financement (2022-2023-2024), il a été décidé d'utiliser les obligations projetées sur base d'un taux d'actualisation égal à MAX (IAS Discount rate, Discount rate prudent sur base du test de continuité au 31/12/2022) plafonné au rendement median attendu à long terme moins une marge de 0,25 %. En conséquence, les provisions techniques sont inférieures à celles des années précédentes.

(3) Valeur de transfert actif fonds de pension Caisse Sociale